

DROIT AU LOGEMENT

Parce que

Le prix des loyers a explosé, forçant plusieurs locataires à consacrer jusqu'à 80% de leur revenu au logement.

63% des ménages sont locataires, et la majorité des femmes habitent un logement locatif.

Les ressources d'hébergement d'urgence débordent, notamment celles pour femmes.

Les logements disponibles qui sont accessibles, salubres et adaptés sont encore largement insuffisants.

Nous voulons

Une augmentation d'au moins 20% de nouveaux logements sociaux, dont au moins 25% dédiés aux ménages menés par des femmes.

L'acquisition et la mise en réserve de terrains et bâtiments pour du logement social.

L'interdiction de la conversion en condo, de travaux pour des agrandissements, des subdivisions, des changements d'affectation pour les maisons de chambres et du tourisme de type Airbnb.

Une application renforcée et coercitive du règlement sur la salubrité et plus d'inspections.

Des ressources pour les locataires âgés, notamment des résidences privées pour âgés (RPA) mieux protégées et plus respectueuses.

Financer et entretenir les logements existants.

Financer les logements pour les rendre accessibles et adaptés.

DROIT À LA MOBILITÉ

Parce que

Les tarifs élevés du transport en commun freinent les déplacements des personnes en situation de pauvreté et de précarité, les empêchant ainsi, d'accéder à des services essentiels pour répondre à leurs besoins, exercer leurs droits et briser leur isolement.

Le manque d'accessibilité universelle des transports en commun et des infrastructures piétonnes exclut et isole les personnes en situation de handicap ou ayant des enjeux de mobilité.

Le partage inéquitable de la voirie au bénéfice de l'automobile nuit à la santé et à la sécurité des usager·ères du transport en commun, des piéton·nes, des cyclistes et de la population en général.

Le harcèlement de rue contraint de nombreuses femmes, personnes racisées et issues de la diversité sexuelle et de genre à limiter leurs déplacements et à restreindre leur occupation de l'espace public.

Nous voulons

Le gel des tarifs et une tarification sociale basée sur le revenu, en vue de la gratuité.

L'accessibilité universelle des transports, infrastructures piétonnes et espaces et aménagements publics en place et futurs.

Le développement d'un réseau de transport en commun entièrement public.

Un partage plus équitable de l'espace public en faveur du transport collectif et actif.

Un plan de lutte contre le harcèlement de rue et les violences dans l'espace public, notamment sexistes, racistes, homophobes et transphobes.

DROIT À L'ÉGALITÉ

Parce que

Les personnes à l'intersection de plusieurs discriminations, notamment les personnes monoparentales, en situation de handicap, immigrantes, racisées, âgées, autochtones, 2SLGBTQIA+, analphabètes ou itinérantes, vivent plus durement la pauvreté.

Le racisme systémique et les discriminations limitent l'accès à l'emploi et au logement, affectent la participation à la vie démocratique et alimentent le profilage.

Le sentiment d'insécurité et la précarité des personnes à la croisée des oppressions croît avec la montée des discours haineux dans les espaces publics.

Nous voulons

L'application des recommandations contre le racisme systémique issues de la consultation publique sur le racisme systémiques en 2020.

Un plan de lutte contre les violences faites aux femmes et aux personnes de la diversité de genre.

Un plan de lutte global qui intervient sur les facteurs sociaux qui mènent à l'itinérance incluant l'accès au logement, la lutte à la pauvreté, la défense du droit de cité, et l'accès aux soins de santé sans discrimination.

La fin des vérifications de statut migratoire et des interpellations (street checks) par la police.

La parité et la représentation juste des groupes marginalisés (personnes autochtones, en situation de handicap, 2SLGBTQIA+, personnes racisées et minorisées) dans les politiques, analyses, services et emplois municipaux.

Le retrait des mentions de sexe ou de genre sur les documents de la ville.

DROIT À LA VILLE (ESPACE PUBLIC)

Parce que

En réponse à des enjeux sociaux, la répression s'accroît depuis la pandémie, au détriment d'une approche communautaire.

Des campements sont démantelés sans alternatives adaptées et sécuritaires.

Le profilage et la répression ciblent les personnes marginalisées, notamment autochtones et en situation d'itinérance.

Les lieux publics sont aménagés de manière hostile et inadaptée.

La gentrification pousse les résident·es et les organismes communautaires hors de leurs quartiers.

Nous voulons

Moins de financement au SPVM, davantage pour les services sociaux et communautaires.

L'abolition de règlements et des interpellations policières (street checks) qui renforcent le profilage.

La fin de la directive anti-flânage de la STM.

Un moratoire sur les démantèlements de campements sans solutions.

Des quartiers accessibles, dotés de services, d'activités et de commerces diversifiés, gratuits ou abordables, inclusifs qui répondent aux besoins des résident·es (ex.: locaux communautaires, écoles, CPE, bibliothèques, loisirs, emplois, parcs, agriculture urbaine, mobilier urbain).

DROIT À UNE VIE DÉMOCRATIQUE HUMAINE

Parce que

Trop de personnes sont exclues des décisions qui les concernent notamment en raison de consultations inaccessibles et mal adaptées (locaux, modes de fonctionnement, horaires et communications).

Le recours croissant aux plateformes et communications numériques, sans alternatives humaines, écarte de nombreuses personnes des processus démocratiques.

Les groupes communautaires connaissent la réalité des personnes marginalisées en raison de leur proximité, ce qui font d'eux des acteurs incontournables pour l'élaboration de politiques municipales équitables.

Nous voulons

Des consultations réellement accessibles tant au niveau de l'information que de la participation (lieux, horaires, formats, halte-garderie, priorisation des questions citoyennes, consultation avec les groupes communautaires).

Des conditions et délais de consultation qui permettent le respect des processus démocratiques des groupes communautaires.

L'application de la Politique montréalaise pour l'action communautaire.

Le soutien à la littératie numérique (prêts d'équipements, accompagnement, cours informatique).

La pérennisation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et le suivis des recommandations issues des consultations.

DROIT DE VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN

Parce que

Les crises climatiques effritent nos milieux de vie. Elles aggravent les phénomènes météorologiques, détruisent les écosystèmes et fragilisent nos conditions de vie.

Les répercussions des crises climatiques touchent plus durement les personnes marginalisées, notamment celles à faible revenu, racisées ou en situation de handicap.

Les quartiers défavorisés comportent davantage d'îlots de chaleur, peu d'espaces verts ou sanitaires, et la présence de grandes industries polluantes.

Les personnes qui subissent les effets des crises climatiques paient le plus pour les conséquences, que ce soit en termes de qualité de vie, de destruction de leurs biens, ou par l'absence de services.

Nous voulons

Que les grands pollueurs soient tenus responsables et contribuent à réparer les effets de la crise climatique.

La réduction d'îlots de chaleur par l'augmentation d'espaces verts et naturels accessibles et la protection de ceux existants.

Des quartiers à échelle humaine qui répondent aux besoins des populations, pensés pour les personnes, pas uniquement pour les voitures.

Des installations sanitaires municipales (toilettes, douches, points d'eau, lieux climatisés) accessibles et gratuites en tout temps sur l'ensemble du territoire montréalais.